

Les États membres de l'UE figurent au premier rang des investisseurs directs étrangers dans les pays candidats

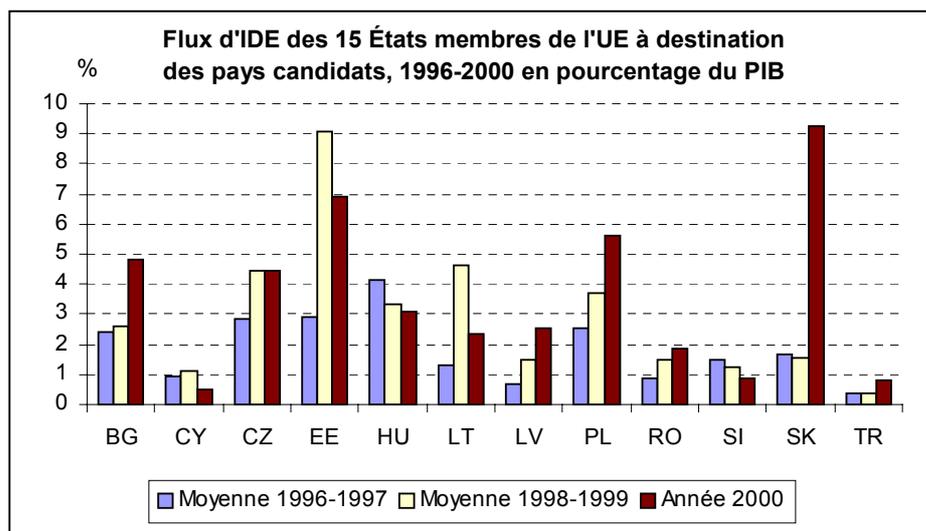
Irene Lovino

Les statistiques des investissements directs étrangers (IDE) fournissent des informations sur l'un des principaux aspects de la mondialisation. Les IDE sont un substitut ou un complément aux échanges internationaux de biens et de services. Dans le cadre des statistiques de la balance des paiements, Eurostat gère une banque de données sur les IDE qui contient les statistiques des IDE déclarées par les pays candidats (PC). Cette base de données comporte une ventilation géographique des IDE et fournit aux utilisateurs des données détaillées par secteur d'activité.

Les opérations d'IDE réalisées dans les treize pays candidats¹ ont fortement progressé depuis 1996. Le présent article examine la répartition des pays de résidence des investisseurs directs étrangers dans les PC de 1996 à 2000. Il s'intéresse en particulier au rôle des États membres de l'UE en tant que fournisseurs d'IDE. Il propose tout d'abord une analyse de l'évolution des flux, puis des stocks correspondants avant d'envisager le revenu généré par les IDE dans chaque pays. Les données utilisées proviennent essentiellement des pays candidats, qui les ont transmises à Eurostat et sont complétées par certaines informations transmises par les États membres².

87 % des flux entrants dans les PC en 2000 ont eu pour origine des États membres de l'UE.

Depuis 1996, les pays candidats réalisent un nombre sans cesse croissant d'opérations d'IDE, notamment avec les États membres de l'Union européenne. Les flux entrants dans les pays candidats en provenance de l'UE ont augmenté rapidement, passant de 6.5 milliards d'écus en 1996 à 19 milliards d'euros en 2000³ et ont principalement concerné la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Ces pays ont accueilli 82 % des flux totaux en 1996 et 69 % en 2000. Le graphique ci-dessous présente l'évolution des flux entrants d'IDE, exprimés en pourcentage du PIB aux prix du marché⁴.



¹ Voir l'encadré "Les pays candidats en bref", à la page 7.

² Pour plus d'informations sur les données utilisées, voir "Ce qu'il faut savoir - Notes méthodologiques", page 7.

³ Données révisées pour 2000. Pour une analyse détaillée de l'évolution récente, prière de se reporter à "Statistiques en bref", thème 2, n° 3/2002, Eurostat, "Évolution des investissements directs étrangers dans les pays candidats: données 1995-2000".

⁴ En l'absence d'une ventilation géographique, le présent graphique ne contient aucune donnée pour Malte.

Statistiques en bref

ECONOMIE ET FINANCES

THEME 2 – 24/2002

BALANCE DES PAIEMENTS

Contenu

87 % des flux entrants dans les PC en 2000 ont eu pour origine des États membres de l'UE..... 1

De quels États membres de l'UE proviennent la majorité des flux d'IDE dans les PC de 1996 à 2000? 2

Pays de destination des investissements allemands, néerlandais et français..... 3

La chronologie des investissements directs dans les PC..... 4

Les actifs d'IDE de l'UE ont rapporté 5,7% en 2000..... 6



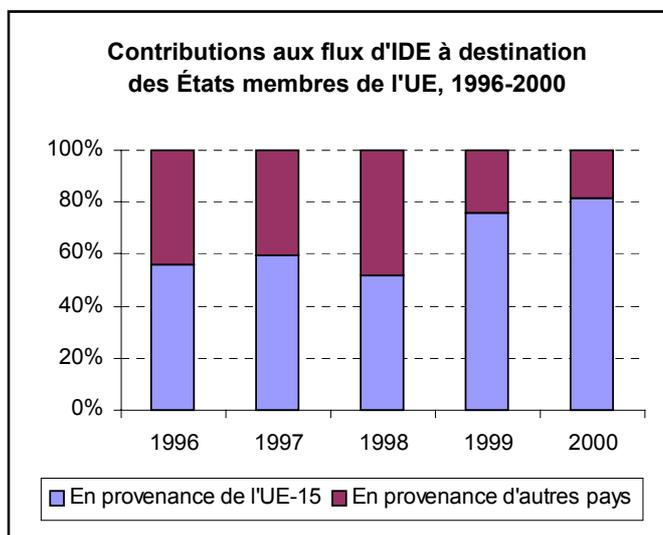
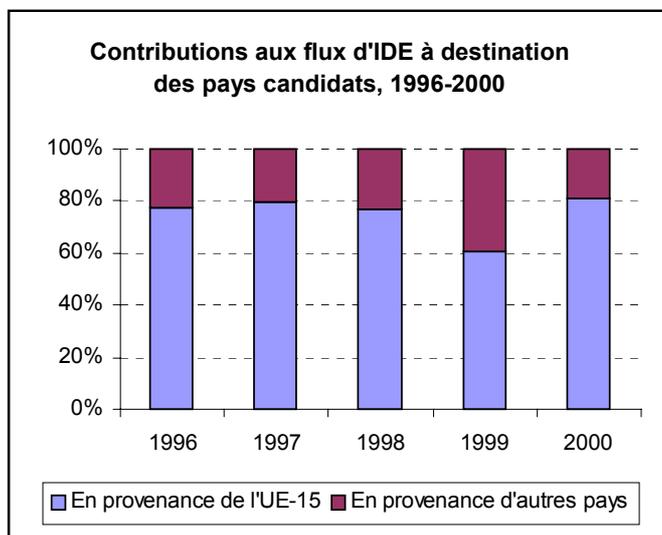
Fin de rédaction: 02.05.2002

ISSN 1024-4301

Numéro de catalogue: KS-NJ-02-024-FR-N

© Communautés européennes, 2002

Le niveau de concentration semble généralement moins élevé que pour les valeurs absolues. La Pologne, la République tchèque et la Hongrie continuent cependant d'être les principaux bénéficiaires des IDE. En pourcentage du PIB, la part d'IDE de l'UE vers les PC est passée de 1,5 % en 1996 à 3,2 % en 2000. Au cours de cette période, la Hongrie et la Slovaquie ont observé une diminution des flux, tandis qu'en Estonie, en Lituanie et à Chypre, une diminution a été enregistrée entre les valeurs moyennes de 1998-1999 et celles de 2000. D'autre part, c'est en Bulgarie, en Pologne et en République slovaque que la plus forte augmentation des flux d'IDE a été enregistrée en 2000.

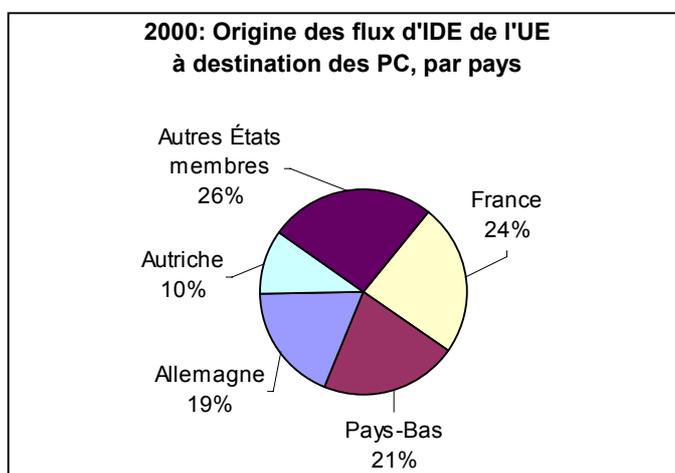
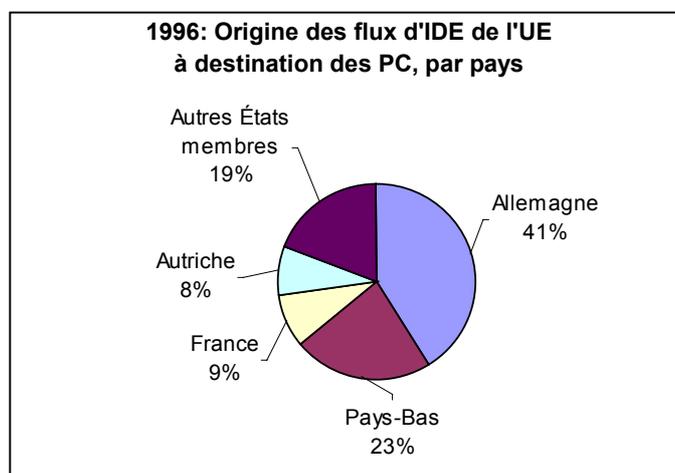


Le graphique ci-dessus à gauche présente la distribution en pourcentage en fonction des pays d'origine des IDE, pour la période de 1996 à 2000. Au cours des trois premières années, les flux en provenance de résidents de l'UE ont représenté environ 80 % du total; en 1999, cette part est passée à 60 %, avant de revenir, en 2000, au niveau enregistré les premières années. Il est également intéressant de comparer la situation dans les PECO et dans l'UE en fonction des pays d'origine des capitaux qui y ont été investis: le graphique de droite présente ces informations pour l'UE. En 2000, des résidents de l'UE ont investi environ 80 % des capitaux directs étrangers dans l'UE. Le niveau correspondant pour les années précédentes était inférieur: environ 60 % entre 1996 et 1998. Nous pouvons en conclure qu'en ce qui concerne les IDE, les PC étaient intégrés à l'UE au cours de la période considérée.

Après l'analyse de l'UE dans son ensemble, c'est le rôle de chacun de ses États membres dans l'évolution des investissements dans les PC qui fera l'objet des deux paragraphes suivants.

De quels États membres de l'UE proviennent la majorité des flux d'IDE dans les PC de 1996 à 2000?

Les résidents allemands, néerlandais et français ont été les premiers investisseurs de capitaux directs étrangers dans les pays candidats pendant la période examinée. Les graphiques ci-dessous présentent la part respective des États membres de l'UE dans les flux d'IDE vers les PC pour la première et la dernière année de la période examinée.

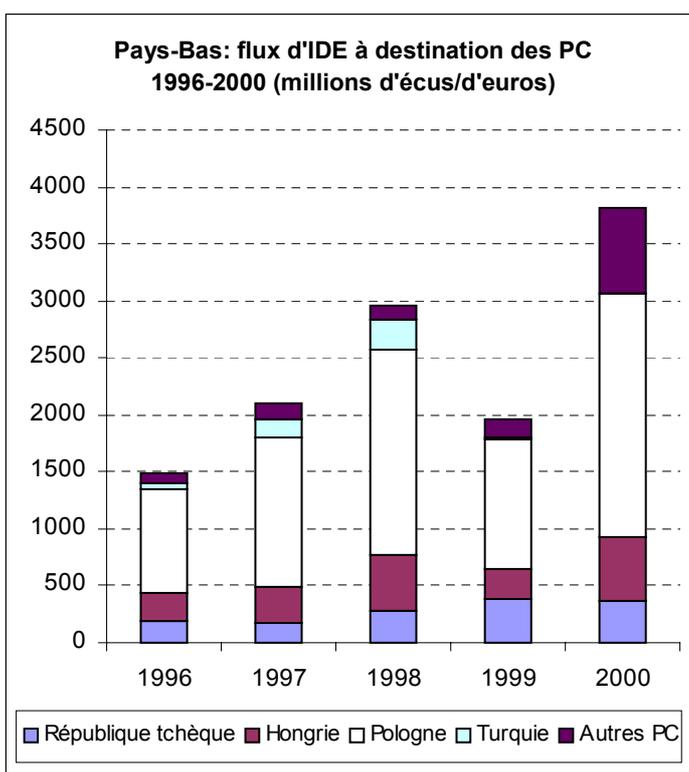
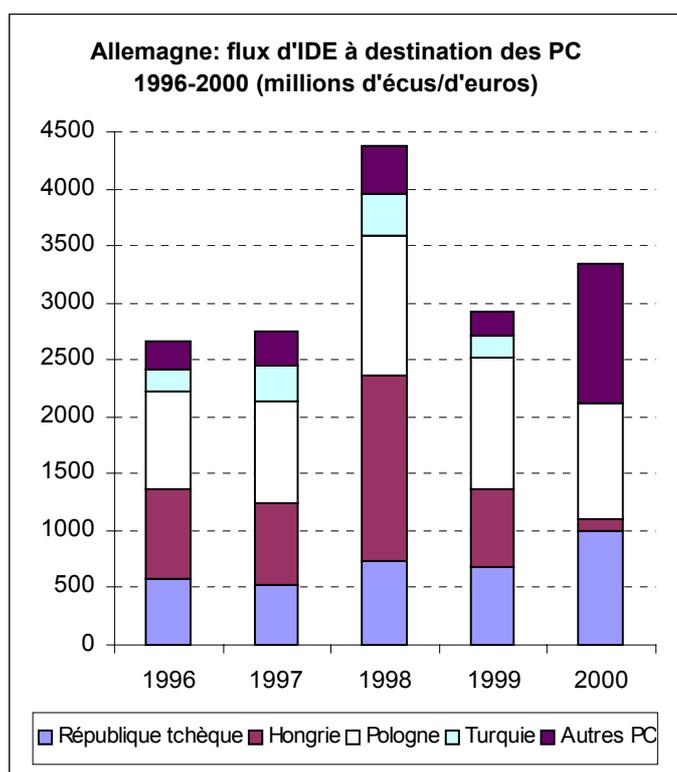


En 2000, près des deux tiers des flux d'IDE de l'UE vers les PC ont eu l'Allemagne, les Pays-Bas et la France pour origine; en 1996, cette part a même été supérieure (73 %). En 1996, l'Allemagne, qui avait investi 41 % du total des flux d'IDE vers les PC (soit 2,7 milliards d'écus), figurait en première position, suivie des Pays-Bas et de la France. Parmi les autres pays, l'Autriche et le Royaume-Uni représentaient une part importante (respectivement 8 % et 6 % du total pour l'UE). Au cours des trois années suivantes, la distribution est restée stable: l'Allemagne a continué d'occuper la première place puisque, entre 1997 et 1999, ce pays a investi 30 % des capitaux directs étrangers. Les Pays-Bas (représentant 21 % des flux d'IDE vers les PC pour la même période) et la France (12 % du total des flux d'IDE de l'UE) occupaient toujours les places suivantes au classement. En 2000, la France est néanmoins devenue le premier investisseur dans la région: ses flux d'IDE se sont multipliés par sept depuis 1996. Le paragraphe suivant montrera qu'un seul pays a bénéficié de cette expansion de la France. La part de l'Autriche est, quant à elle, passée de 8 % à 10 % au cours de la même période. En 2000, les investissements directs provenant de Suède ont représenté 6 % du total, soit une augmentation par rapport aux 1,8 % de 1996.

Pays de destination des investissements allemands, néerlandais et français

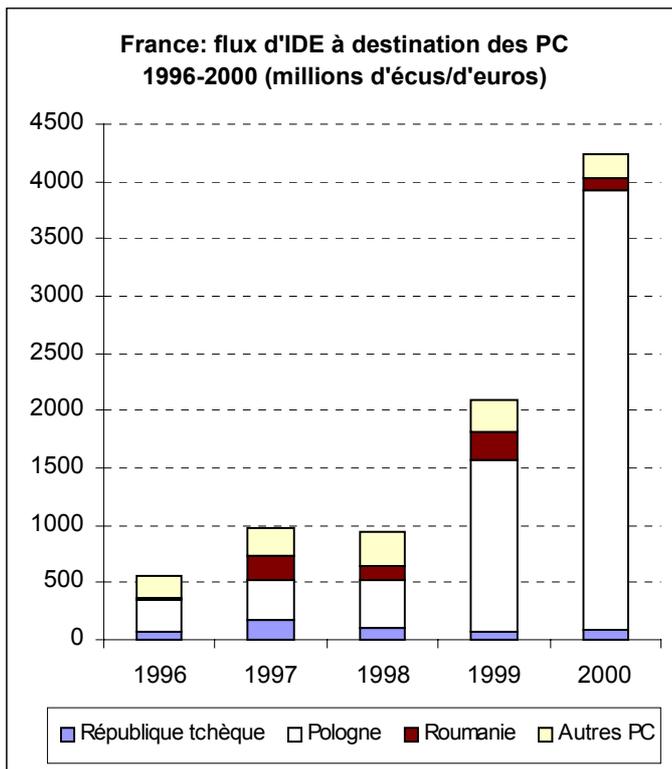
Le rôle prédominant des investisseurs allemands, français et néerlandais étant établi, il reste à déterminer, pour chacun de ces pays, les principales destinations des flux d'IDE entre 1996 et 2000.

De 1996 à 2000, l'Allemagne a développé ses flux d'IDE majoritairement en Pologne (pour un total cumulé de 5,1 milliards d'euros), puis en Hongrie (3,9 milliards d'euros), en République tchèque (3,5 milliards d'euros), ainsi que, dans une moindre mesure, en Turquie (1,8 milliard d'euros). Les investisseurs allemands ont en outre fait preuve d'un intérêt marqué pour la République tchèque en y doublant leurs investissements. À l'inverse, la Hongrie a vu la part des flux entrants diminuer en 1999 et en 2000, après les sommets atteints en 1998 (37 % du total des IDE allemands dans les PC).



Les investisseurs néerlandais ont également concentré leurs flux en Pologne (total cumulé de 7,3 milliards d'euros de 1996 à 2000), en Hongrie (1,9 milliard d'euros) et en République tchèque (1,4 milliard d'euros). En Pologne, notamment, les investissements ont doublé au cours des cinq années examinées: en 2000, ce pays a accueilli 56 % du total des IDE néerlandais dans les PC.

Les investisseurs allemands et néerlandais ont par ailleurs intensifié les flux d'IDE vers d'autres PC (en 2000, 37 % de plus pour l'Allemagne et 19,7 % de plus pour les Pays-Bas, pour une situation de départ respective de 10 % et 5,8 % en 1996).



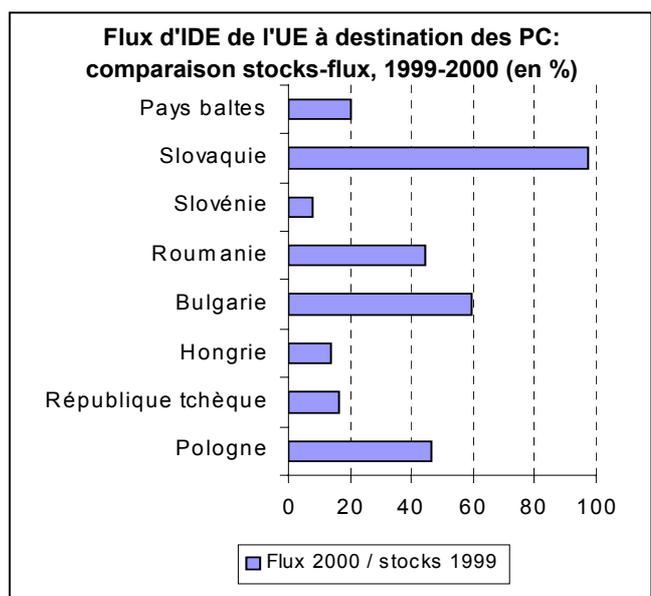
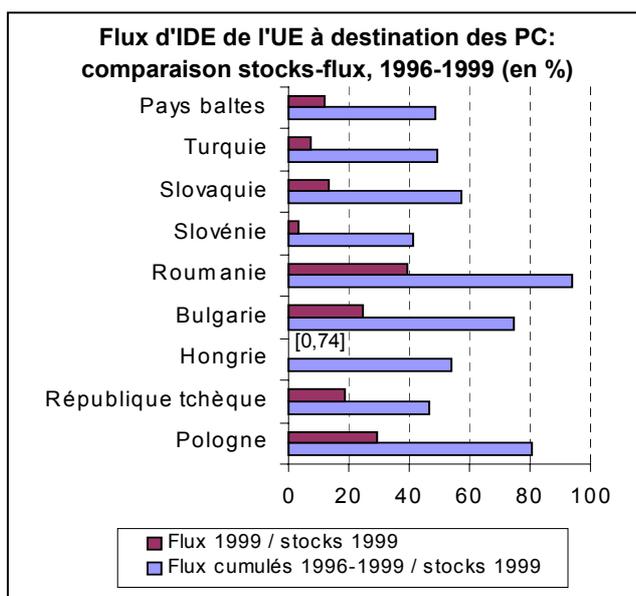
Les investissements français se sont en revanche caractérisés par une plus forte concentration au cours de la même période: l'augmentation du total des flux vers les PC décrite au paragraphe précédent a été complètement absorbée par la Pologne.

En 2000, 88 % des flux de capitaux directs investis par des résidents français dans les PC l'ont été en Pologne (contre 52 % en 1996). La Pologne a également enregistré une augmentation des IDE provenant de résidents autrichiens (en 2000, cela représentait 295 millions d'euros, soit 16 % du total). En 2000, près de la moitié du total des IDE en provenance d'Autriche ont été investis en République tchèque: 900 millions d'euros, contre 171 en moyenne au cours des quatre années précédentes. De 1996 à 1998, en revanche, la Hongrie avait accueilli une grande partie des flux d'IDE en provenance d'Autriche (environ 27 % du total), mais au cours des deux dernières années de la période examinée, elle a enregistré une diminution des flux.

Il résulte donc des mouvements décrits ci-dessus au niveau européen qu'en 2000, les flux d'IDE entrants en Pologne provenaient principalement de France (40 % du total de l'UE, les Pays-Bas arrivant en seconde position, avec une part de 22 %), tandis que l'Allemagne était le premier investisseur en République tchèque (41 %).

La chronologie des investissements directs dans les PC

Le paragraphe qui suit se propose de comparer le total des flux d'IDE de l'UE exposé précédemment avec le stock correspondant détenu par les États membres de l'UE dans les PC. L'objectif est de décrire la dimension chronologique du phénomène observé. Si l'on relie la somme des flux d'IDE des années précédentes au stock de la dernière année, on obtient une indication de l'évolution temporelle récente des investissements directs⁵. Un ratio élevé indique qu'une part relativement importante des avoirs d'IDE de l'année précédente a été réalisée pendant la période considérée (au cours de laquelle les flux sont cumulés). Un ratio faible montre qu'une proportion plus élevée des avoirs a été accumulée au cours d'une période antérieure et est donc plus ancienne. Le graphique ci-dessous à gauche présente les valeurs de ce ratio établi pour les capitaux investis par les États membres dans les PC: le stock de fin 1999 est comparé au total des flux correspondants pour la période 1996-1999 et aux flux de 1999.



⁵ Pour une analyse identique, prière de se reporter à "Statistiques en bref", thème 2, n° 26/2000, Eurostat, "Aperçu des flux d'investissements directs entre l'Union européenne et les pays candidats".

Le stock de capitaux directs investis par les États membres de l'UE dans les PC⁶ atteignait 63,2 milliards d'euros à la fin 1999, soit 12,2 % du PIB des 11 pays considérés. Les principaux éléments composant cette valeur ont été constitués au cours des quatre années précédentes: à la fin 1995, les montants correspondants des stocks d'IDE étaient en effet estimés à 18 milliards d'écus. Il ressort de l'analyse du ratio "flux cumulés 1996-1999/stocks 1999" illustré par le graphique précédent que les avoirs de l'UE dans les PC semblent relativement récents en Roumanie, en Pologne et en Bulgarie. En ce qui concerne la Roumanie, le stock de 1999 a été presque intégralement constitué au cours des quatre années précédentes (94 %) et plus d'un tiers (39 %) l'a été pendant la seule année 1999. Si l'on considère les 11 PC ensemble, 61 % des avoirs détenus par des investisseurs de l'UE à la fin 1999 sont été réalisés par des flux observés au cours des quatre années précédentes.

Le deuxième graphique à gauche, en bas de la page précédente, nous donne une estimation de la croissance du stock entre 1999 et 2000⁷. La Slovaquie a connu la croissance la plus forte de son stock, en doublant quasiment sa position en 1999. Les pays suivants, la Bulgarie, la Pologne et la Roumanie, ont enregistré une croissance des stocks variant de 45 % à 60 %. D'autre part, les pays baltes, la Slovénie et la Hongrie ont affiché une croissance relativement faible en 2000.

Il convient de remarquer que l'évolution des IDE dans les PC au cours des dernières années est également fonction du faible niveau des positions au début du phénomène observé. En 1995, le total des stocks d'IDE investis dans les PC s'est élevé à 18 milliards d'écus, soit 4,8 % du PIB. À titre de comparaison, le niveau correspondant dans l'UE était de 492 milliards d'écus, soit 7,5 % du PIB.

Le reste du paragraphe propose une comparaison entre l'évolution chronologique des IDE provenant d'États membres de l'UE à destination des PC et celle des investissements correspondants en provenance d'autres pays. Les données nécessaires à ce type d'analyse ne sont disponibles que pour la Bulgarie, l'Estonie, la Lituanie, la Pologne et la Slovénie. Le tableau ci-dessous présente la ventilation des capitaux investis dans ces cinq pays selon leur origine: zone UE, États-Unis, Japon et autres pays.

IDE en Bulgarie, Estonie, Lituanie, Pologne et Slovénie de 1996 à 2000
Données sur les stocks et les flux - en millions d'écus/d'euros

	Flux					Cum 1996-1999	Stocks
	1996	1997	1998	1999	2000		1999
UE-15	3 074	4 185	6 212	7 364	11 315	20 835	27 448
États-Unis	394	800	778	517	406	2 488	3 669
Japon	6	8	93	1	44	108	118
Autres pays	388	743	589	481	289	2 201	4 051
Monde	3 862	5 735	7 673	8 362	12 055	25 632	35 285

À la fin 1999, les résidents de l'UE détenaient près de 80 % des engagements totaux d'IDE vis-à-vis du reste du monde, la moitié du solde correspondant à des avoirs des États-Unis. Plus de 70 % des stocks totaux pour 1999 résultaient de flux au cours des quatre années précédentes: ce ratio est légèrement plus élevé pour l'UE que pour les États-Unis (respectivement 76 % et 68 %). Les investissements américains ont été particulièrement élevés en 1997 et en 1998, tandis que les flux japonais sont fortement concentrés en 1998 (93 millions d'écus). Ces capitaux ont été principalement investis en Pologne (88 millions d'écus). Ce pays a par ailleurs accueilli la majorité des capitaux investis par des américains (80 % des avoirs américains dans les PC ont été investis en Pologne).

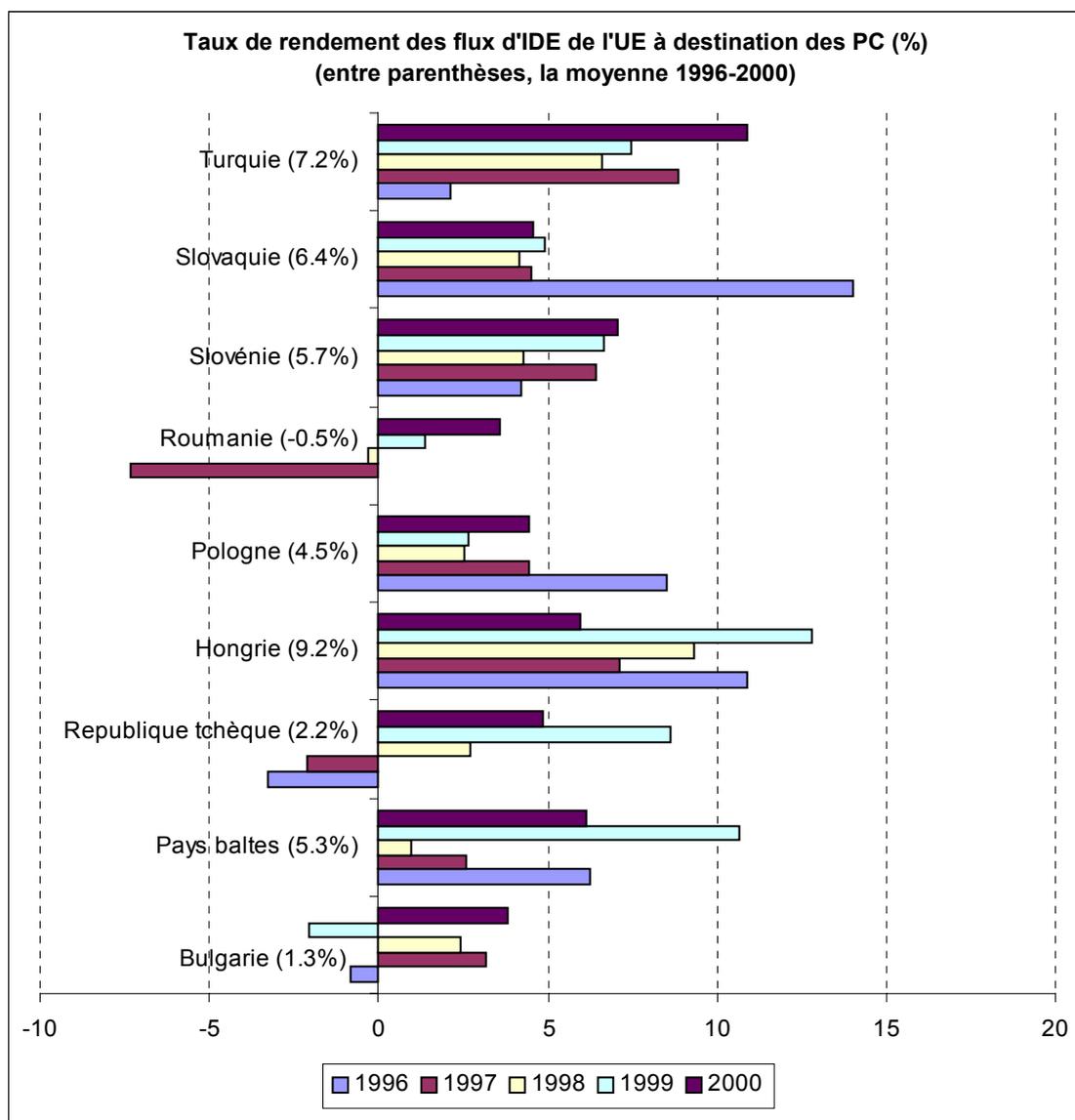
En 2000, le stock de 1999 a augmenté de plus d'un tiers: les flux provenant de résidents de l'UE ont représenté 11 milliards d'euros, dont près de 90 % étaient destinés à la Pologne (comme l'a montré le paragraphe précédent).

⁶ En raison de problèmes de disponibilité, les données relatives au stock ne comprennent pas Chypre et les données relatives aux flux ne comprennent pas Malte. Par conséquent, dans le présent paragraphe, le terme PC ne fait référence qu'à onze pays.

⁷ Il convient de remarquer que la différence entre les stocks enregistrés à la fin des différentes années n'est pas nécessairement égale aux flux correspondants, en raison de la réévaluation des prix et des variations des taux de change, ainsi que d'autres ajustements.

Les actifs d'IDE de l'UE ont rapporté 5,7% en 2000

Dans le présent paragraphe, les informations relatives aux capitaux investis par les États membres de l'UE dans les PC sont combinées aux revenus associés pour obtenir un indicateur du "taux de rendement des IDE"⁸. Le graphique ci-dessous indique le taux de rendement des actifs de l'UE dans les PC pour la période 1996-2000.



L'augmentation moyenne du taux de rendement entre 1996 et 2000 est de 16,8 % (ou 0,8 points de pourcentage). Les investissements européens dans les PC se sont avérés de plus en plus rentables: en 2000, tous les investisseurs européens ont tirés des revenus positifs des avoirs d'IDE dans les PC. Au cours de la période examinée, ce sont la Hongrie et la Turquie qui ont offert les meilleurs rendements aux investisseurs européens (avec un taux moyen de respectivement 9,2 % et 7,2 %).

D'autre part, c'est en Roumanie et en Bulgarie que les investisseurs européens ont obtenu les rendements les plus faibles (en moyenne -0,5 % pour la Roumanie et +1,3 % pour la Bulgarie).

Néanmoins, étant donné la volatilité du taux de rendement enregistré dans chaque pays entre 1996 et 2000, il n'est pas possible d'affirmer que ces pays offriront un taux de rendement plus élevé à l'avenir. Ce phénomène peut s'expliquer par le caractère nouveau des investissements directs dans ces régions.

⁸ Le taux de rendement est égal aux revenus d'IDE durant l'année *t* divisés par les stocks à la fin de l'année *t-1*.

Les pays candidats en bref

Les "pays candidats" sont les treize pays engagés dans le processus d'élargissement de l'Union européenne: Bulgarie, Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, République slovaque, Slovénie et Turquie.

En 1993, le Conseil européen de Copenhague a défini les critères d'adhésion:

- la présence d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection;
- l'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union européenne;
- la capacité du pays candidat à en assumer les obligations, et notamment de souscrire aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire.

En fonction de la date de début de leurs négociations officielles pour rejoindre l'Union européenne, les pays candidats sont désormais répartis en deux groupes. Le 31 mars 1998, les négociations d'adhésion ont été entamées avec les six pays candidats suivants, appelés "groupe de Luxembourg": Hongrie, Pologne, Estonie, République tchèque, Slovénie et Chypre. Les pays restants (à l'exclusion de la Turquie) ont ouvert leur processus de négociations en décembre 1999 et sont désignés sous l'appellation de "groupe d'Helsinki": Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Malte, Roumanie et Slovaquie.

Sources pour les encadrés: ces informations sont consultables en ligne sur le site d'EUROPA -

<http://europa.eu.int/comm/enlargement/index.htm>

➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

Les investissements directs étrangers (IDE) sont la catégorie d'investissements internationaux, au sein du compte financier de la balance des paiements, qui reflète l'intention d'une entité résidant dans une économie d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence de relations à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, ainsi qu'un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. L'entreprise d'investissements directs se définit formellement comme une entreprise, constituée ou non en société, dans laquelle l'investisseur direct possède 10% ou plus des actions ordinaires ou du nombre de voix (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour une entreprise non constituée en société).

Flux et positions d'IDE

Par ses flux d'investissements directs, l'investisseur constitue une position d'investissements directs étrangers, qui figure dans la position d'investissements internationaux du pays. La position d'IDE (parfois appelée "stocks d'IDE") diffère des flux cumulés en raison des réévaluations (variations des prix ou des taux de change et autres ajustements, tels que le rééchelonnement ou l'annulation de prêts, la remise de dettes ou les échanges de dettes contre des actifs).

Base de données pour la balance des paiements des pays candidats

Eurostat publie dans New Cronos des données annuelles sur la position et les flux d'IDE, ainsi que sur les revenus liés à ces agrégats, à partir de l'année 1997. Les PC, tout comme les États membres de l'UE, sont invités à fournir des données avec une ventilation détaillée par pays et par secteur d'activité. Les données ventilées de façon appropriée ne sont toutefois pas disponibles pour tous les pays, ni pour toutes les années.

De manière générale, la disponibilité des données s'est améliorée entre 1996 et 2000: pour la dernière année, presque tous les PC ont transmis des données complètes. Malte n'a toutefois fourni aucune donnée: ce pays a été exclu. Chypre n'a été examiné que pour les flux. Les données relatives aux flux pour la Turquie ont été dérivées des données transmises par les États membres. Pour les premières années de la période considérée, les nombreuses données manquantes ont en général été estimées sur la base des données miroir transmises par les États membres. La prudence est donc de mise pour l'analyse chronologique des données. En ce qui concerne notamment la République slovaque, la rupture chronologique évidente apparaissant dans le premier graphique pourrait en partie s'expliquer par le fait que les premières données disponibles pour ce pays s'appliquent à l'an 2000.

Pour en savoir plus:

- **Les bases de données**
New Cronos,
Domaine Theme2/bop/fdi/fdinew

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

BELGIQUE/BELGIË	DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA – Roma
Eurostat Data Shop Bruxelles/Brussel Planistat Belgique Rue du Commerce 124 Handelsstraat 124 B-1000 BRUXELLES / BRUSSEL Tel. (32-2) 234 67 50 Fax (32-2) 234 67 51 E-mail: datashop@planistat.be URL: http://www.datashop.org/	DANMARKS STATISTIK Bibliotek og Information Eurostat Data Shop Sejrogade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Tlf. (45) 39 17 30 03 E-mail: bb@dst.dk Internet: http://www.dst.dk/bibliotek	STATISTISCHES BUNDESAMT Eurostat Data Shop Berlin Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 BERLIN Tel. (49) 1888 644 94 27/28 Fax (49) 1888-644 94 30 E-Mail: datashop@destat.de URL: http://www.eu-datashop.de/	INE Eurostat Data Shop Paseo de la Castellana, 183 Despacho 011B Entrada por Estébanez Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 91 583 91 67/91 583 95 00 Fax (34) 91 583 03 57 E-mail: datashop.eurostat@ine.es URL: http://www.datashop.org/	INSEE Info Service Eurostat Data Shop 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: datashop@insee.fr	ISTAT Centro di Informazione Statistica Sede di Roma, Eurostat Data Shop Via Cesare Balbo, 11a I-00184 ROMA Tel. (39) 06 46 73 31 02/06 Fax (39) 06 46 73 31 01/07 E-mail: dipdiff@istat.it
ITALIA – Milano	LUXEMBOURG	NEDERLAND	NORGE	PORTUGAL	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA
ISTAT Ufficio Regionale per la Lombardia Eurostat Data Shop Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: mileuro@tin.it	Eurostat Data Shop Luxembourg 46A, avenue J.F. Kennedy BP 1452 L-1014 LUXEMBOURG Tél. (352) 43 35-2251 Fax (352) 43 35-2221 E-mail: dslux@eurostat.datashop.lu URL: http://www.datashop.org/	STATISTICS NETHERLANDS Eurostat Data Shop-Voorburg Postbus 4000 2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31-70) 337 49 00 Fax (31-70) 337 59 84 E-mail: datashop@cbs.nl	Statistics Norway Library and Information Centre Eurostat Data Shop Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42/43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: Datashop@ssb.no	Eurostat Data Shop Lisboa INE/Serviço de Difusão Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: data.shop@ine.pt	Statistisches Amt des Kantons Zürich, Eurostat Data Shop Bleicherweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41) 1 225 12 12 Fax (41) 1 225 12 99 E-mail: datashop@statistik.zh.ch Internet: http://www.statistik.zh.ch
SUOMI/FINLAND	SVERIGE	UNITED KINGDOM	UNITED STATES OF AMERICA		
STATISTICS FINLAND Eurostat Data Shop Helsinki Tilastokirjasto PL 2B FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatu 13 B, 2.Kerros, Helsinki P. (358-9) 17 34 22 21 F. (358-9) 17 34 22 79 Sähköposti: datashop@stat.fi URL: http://www.tilastokeskus.fi/ttk/kk/datashop/	STATISTICS SWEDEN Information service Eurostat Data Shop Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46-8) 50 69 48 01 Fax (46-8) 50 69 48 99 E-post: infoservice@scb.se Internet: http://www.scb.se/info/datashop/eudatashop.asp	Eurostat Data Shop Office for National Statistics Room 1.015 Cardiff Road Newport South Wales NP10 8XG United Kingdom Tel. (44-1633) 81 33 69 Fax (44-1633) 81 33 33 E-mail: eurostat.datashop@ons.gov.uk	HAVER ANALYTICS Eurostat Data Shop 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1-212) 986 93 00 Fax (1-212) 986 69 81 E-mail: eurodata@haver.com		

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):
Bâtiment Bech Bureau A4/017 • L-2920 Luxembourg • Tél. (352) 4301 33408 • Fax (352) 4301 35349 • e-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int

Pour toute information méthodologique:

Irene Lovino, Eurostat/B5, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 35134, Fax (352) 4301 33859, E-mail: irene.lovino@cec.eu.int
ORIGINAL: Anglais. Marie-Laure Begue a effectué le traitement des données et l'analyse statistique.

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: www.europa.eu.int/comm/eurostat/ si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'**Office des publications officielles des Communautés européennes**.

2 rue Mercier - L-2985 Luxembourg
Tél. (352) 2929 42455 Fax (352) 2929 42758
URL: <http://publications.eu.int>
courrier électronique: info-info-opoce@cec.eu.int

BELGIQUE/BELGIË - DANMARK - DEUTSCHLAND - GREECE/ELLADA - ESPAÑA - FRANCE - IRELAND - ITALIA - LUXEMBOURG - NEDERLAND - ÖSTERREICH
PORTUGAL - SUOMI/FINLAND - SVERIGE - UNITED KINGDOM - ISLAND - NORGE - SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA - BALGARIA - CESHÁ REPUBLIKA - CYPRUS
EESTI - HRVATSKA - MAGYARORSZÁG - MALTA - POLSKA - ROMÂNIA - RUSSIA - SLOVAKIA - SLOVENIA - TÜRKIYE - AUSTRALIA - CANADA - EGYPT - INDIA
ISRAËL - JAPAN - MALAYSIA - PHILIPPINES - SOUTH KOREA - THAILAND - UNITED STATES OF AMERICA

Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2002 au 31.12.2002):
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

Formule 1: L'ensemble des 9 thèmes (environ 180 numéros)

Papier: 360 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Formule 2: Un ou plusieurs des 9 thèmes suivants:

Thème 1 «Statistiques générales»

Thème 6 «Commerce extérieur»

Thème 7 «Transport»

Thème 9 «Science et technologie»

Papier : 42 EUR

Thème 2 «Économie et finances»

Thème 3 «Population et conditions sociales»

Thème 4 «Industrie, commerce et services»

Thème 5 «Agriculture et pêche»

Thème 8 «Environnement et énergie»

Papier: 84 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du «mini-guide Eurostat»(sélection de produits et services Eurostat)
Langue souhaitée: DE EN FR

Je souhaite m'abonner gratuitement à «Références statistiques», la note d'information sur les produits et services Eurostat

Langue souhaitée: DE EN FR

M. M^{me} M^{lle}

(SVP écrire en majuscules)

Nom: _____ Prénom: _____

Société: _____ Département: _____

Fonction: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Tél.: _____ Fax: _____

E-mail: _____

Paiement à réception de la facture de préférence par:

Virement bancaire

Visa Eurocard

Carte N°: _____ Expiration le: ____/____/____

Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:

A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.